

QUEL DEVENIR POUR LES ENSEIGNANTS ET LES CHERCHEURS ? L'UPS s'inquiète et demande la suspension de la réforme

Projet de décret – réforme du statut des enseignants chercheurs

L'Université Paul Sabatier - Toulouse 3 - à travers les membres de ses trois conseils (Conseil d'administration, Conseil scientifique et Conseil des études et de la vie étudiante) - a voté aujourd'hui la motion qui suit. Et ce lors d'une réunion extraordinaire tenue en présence des directeurs des composantes, des représentants syndicaux, des associations et des directeurs des laboratoires de recherche.

Cette motion a été voté à l'unanimité (trois abstentions)

« Les trois conseils de l'Université Paul Sabatier, réuni en congrès le jeudi 15 janvier 2009, expriment leurs vives inquiétudes sur les conséquences des bouleversements en cours dans l'enseignement supérieur et la recherche, sur de la réduction de fait des moyens financiers et sur les suppressions d'emplois, alors même que Le Président de la République avait affiché l'Université et la Recherche au rang des priorités nationales.

Les réformes successives, préparées dans la précipitation sans réelle concertation avec la communauté universitaire et que le ministère demande de mettre en place dans l'urgence rencontrent l'opposition d'une très grande majorité.

Concernant la réforme du décret de 1984, le projet actuel apporte des réponses à quelques demandes anciennes, notamment l'équivalence TD/TP, mais soulève bien des interrogations sur le devenir des statuts des personnels au sein des universités devenues autonomes et sur l'avenir de la fonction publique d'Etat dans ces établissements. En particulier, il :

- reconnaît mal la diversité et le volume de toutes les tâches et renforce l'inégalité de reconnaissance entre les activités pédagogiques et de recherche ;
- introduit la modulation des services qui transformerait l'augmentation du temps d'enseignement en sanction pour recherche insuffisante, voire en compensation pour les charges nouvelles ou pour les suppressions de postes constatées et annoncées.

Cette modulation, qui ignore la dimension collective de nos tâches, entraînera une dégradation des conditions d'enseignement et cristallisera encore plus les inégalités entre domaines et entre filières. Elle créera des dommages irréparables au sein des communautés universitaires, sans pour autant augmenter significativement la capacité de recherche du système d'enseignement supérieur français.

- Supprime toute régulation nationale dans le déroulement des carrières, l'ensemble des décisions étant désormais du seul ressort de l'université. Elle remet de fait en cause le statut national.

Pour + d'infos ou demande de reportage :

Presse UPS / Aude OLIVIER / 06 25 54 18 57 relation.presse@adm.ups-tlse.fr

Le malaise est d'autant plus vif que ces changements s'accompagnent d'une réduction de moyens humains et d'une dotation de fonctionnement qui ne prend pas en compte la totalité des charges et des missions nouvelles transférées aux universités.

La nature des réformes en cours tend à transformer le service public universitaire en un ensemble d'établissements hiérarchisés et concurrentiels. Autant nous croyons aux vertus d'une saine émulation dans le cadre d'une coopération des établissements visant l'excellence pour tous et non pour quelques uns, autant **nous ne croyons pas aux vertus régulatrices d'un marché de l'enseignement supérieur et de la recherche.**

En conséquence, parce que nous souhaitons faire évoluer l'Université, le congrès de l'Université Paul Sabatier demande à Madame la ministre :

- **de suspendre les projets de réforme en cours pour d'abord apporter des réponses précises et durables aux questions de fond et prendre le temps de la réflexion et de la concertation sur ces réformes ;**
- **de revoir à la hausse les moyens des universités, notamment pour la mise en œuvre de l'équivalence TD/TP et pour compenser les déconcentrations de gestion opérées. »**

Le décret est disponible sur le site web du Ministère :

www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/

Pour + d'infos ou demande de reportage :

Presse UPS / Aude OLIVIER / 06 25 54 18 57 relation.presse@adm.ups-tlse.fr